

Le système Poutine

Vladimir Poutine domine la vie politique russe depuis près de deux décennies. Le 18 mars 2018, il a été réélu président pour six ans avec près de 77% des voix. Au lieu de mettre en œuvre les réformes économiques et sociales dont le pays a d'urgence besoin, le système Poutine a surtout pour objectif de se maintenir au pouvoir.

Par Jeronim Perović

La victoire de Poutine ne faisait aucun doute. Malgré les sanctions occidentales qui grèvent l'économie russe et le bas niveau des prix du pétrole, le président et sa politique jouissent d'une forte popularité depuis des années. Fait intéressant, les sondages montrent également qu'une majorité de Russes soutiennent l'orientation actuelle en matière de politique intérieure et étrangère, voire préconise une attitude plus dure encore – quel que soit le président à la tête du pays (voir les graphiques 1 et 2).

Il serait trop facile d'attribuer cette adhésion massive à la seule propagande officielle, essentiellement diffusée par le biais de la télévision contrôlée par l'État. Depuis des années, le mythe que Poutine aurait «sauvé» la Russie et redressé le pays du déclin des années 1990 est cultivé partout. L'image d'une Russie «humiliée» qui n'aurait retrouvé sa force que grâce à la main de fer de Poutine et qui, enfin, ferait de nouveau valoir activement ses intérêts légitimes sur la scène mondiale, ne trouve pas uniquement écho grâce à la propagande. Ce discours fonctionne aussi parce qu'il touche une corde sensible et qu'une grande partie de la population partage intimement les conceptions propagées par l'État.

À cet égard, les sanctions économiques imposées en 2014 par les pays occidentaux ont plutôt fait le jeu du régime. Pour Mos-



Vladimir Poutine a été réélu lors des élections présidentielles du 18 mars 2018. Anton Vaganov / Reuters

cou, elles ont trahi le véritable objectif de l'Occident: affaiblir la Russie. Les sanctions ne seraient qu'une composante d'une stratégie plus large visant à provoquer un soulèvement en Russie. Les Russes aspirent bien entendu à plus de prospérité et à une vie meilleure. Mais pour protéger les intérêts de la Russie, une majorité d'entre eux semble prête à se serrer la ceinture, temporairement du moins, et à accepter les restrictions dues à la situation économique

difficile et les coupes budgétaires dans les domaines de la santé, de l'éducation et des retraites.

Crainte d'une révolution

Pourtant, le résultat des élections du 18 mars 2018 montre aussi qu'en dépit de toutes les tentatives de mobilisation de la part de l'État, plus de 32% des électeurs n'ont pas voté. Dans de nombreuses villes et régions, des manifestations publiques

contre Poutine ont même été organisées avant le scrutin, cela malgré une forte présence policière.

Même si les représentants des courants libéraux recueillent peu d'adhésion (les deux candidats libéraux à la présidence, Ksenia Sobchak et Grigori Iavlinski, ont réuni moins de 3% des voix) et qu'aucune menace sérieuse ne se dessine pour le régime, le pouvoir se montre extrêmement sensible à toutes les manifestations dirigées contre l'État. Au Kremlin, on savait bien avant l'«Euromaidan» à Kiev qu'en temps de crise, des mouvements de protestation apparemment inoffensifs peuvent rapidement développer leur propre dynamique. Les manifestations lors de la «révolution des roses» en Géorgie (2003), de la «révolution

De nombreux Russes considèrent aujourd'hui la corruption comme l'un des plus grands maux qui afflige le pays.

orange» en Ukraine (2004) ou la «révolution des tulipes» au Kirghizistan (2005), qui ont chaque fois fait tomber le régime élu, ont eu valeur de signal avant la crise ukrainienne. À partir de 2011, le Kremlin s'est aussi rendu compte de l'impact que peuvent avoir les mouvements de masse lors des événements du «printemps arabe», qui ont conduit dans certains cas à un changement de régime pacifique, dans d'autres au chaos et à la guerre civile.

Depuis, le pouvoir russe réagit avec violence aux protestations qui s'élèvent dans le pays. Les grandes manifestations de 2011/12 contre le gouvernement ont marqué un tournant. Quand des irrégularités dans l'organisation des élections législatives avaient été mises au jour, des dizaines de milliers de personnes s'étaient par la suite rassemblées pour protester dans les grandes villes comme Moscou et Saint-Petersbourg. Des milliers de personnes avaient aussi manifesté contre le pouvoir en place dans nombre de petites villes.

Ces mouvements de protestation, qui ont duré plusieurs mois, ne représentaient pas une menace sérieuse pour la stabilité du régime, lequel a opposé aux manifestants un important contingent de forces de police et fait arrêter des centaines de personnes. Les hommes forts du Kremlin ont tout de même été surpris par l'ampleur des manifestations, la ténacité des participants et le fort potentiel de mobilisation de la société.

Dans le même temps, ces événements ont montré aux décideurs les limites de leur politique arbitraire. Même dans les régimes autoritaires et malgré un droit de manifester strictement encadré par la loi, les gens n'apprécient guère les fraudes électorales ni les situations flagrantes de corruption et d'abus de pouvoir. En effet, selon les sondages, de nombreux Russes considèrent aujourd'hui la corruption comme l'un des plus grands maux qui afflige le pays.

Durcissement de la répression

Depuis cet épisode, le pouvoir russe n'a pas seulement durci sa rhétorique. Récemment, la répression contre les vestiges de l'opposition politique et les organisations sociales indépendantes de l'État s'est également intensifiée. Depuis l'introduction en 2012 de la loi sur les «agents étrangers», les organisations non gouvernementales et les établissements privés d'enseignement supérieur sont soumis à d'intenses pressions. Certaines de ces structures ont même dû cesser complètement leurs activités ces dernières années. Le célèbre institut d'étude d'opinion «Lewada», dernier organisme indépendant du secteur, subit ainsi de fortes pressions de la part des autorités depuis son classement comme «agent étranger» en septembre 2016, au motif qu'il aurait reçu de l'argent provenant des États-Unis.

Dans le même temps, le Kremlin déploie des efforts inédits pour consolider un «consensus national», notamment à travers une vision patriotique de l'histoire. Les manuels scolaires sont en cours de réécriture et le Kremlin soutient des fondations et des portails internet qui diffusent une interprétation de l'histoire estampillée par l'État. Dès mai 2009, le président russe de l'époque, Dmitri Medvedev, avait instauré une commission chargée d'agir contre les tentatives de «falsification de l'histoire au détriment des intérêts de la Russie». Le droit russe permet aux autorités nationales de poursuivre ceux qui se font la voix d'opinions dissidentes, par exemple sur le rôle joué par l'Union soviétique durant la Seconde Guerre mondiale.

Internet est encore un espace relativement libre en Russie. Mais là encore, la législation permet aux autorités de prendre des mesures rigoureuses contre les détracteurs et de bloquer les sites web oppositionnels. Par exemple, le site internet d'Alexei Nawalny, célèbre opposant au Kremlin, a été bloqué en février 2018 après la publication d'une vidéo qui évoquait une affaire de

corruption impliquant un haut fonctionnaire de l'État. De plus, la législation sur le droit de manifester a encore été durcie: les forces de sécurité sont désormais par exemple autorisées à tirer de leur propre chef sur les foules.

La rhétorique de l'État et la répression croissante traduisent ainsi l'état d'esprit d'un régime qui, malgré une forte popularité, se sent menacé. Pour Poutine, les manifestations de masse de 2011/12 étaient préoccupantes dans le sens où la population n'est pas descendue dans la rue pour demander à sortir d'une situation d'extrême urgence économique, mais pour protester contre une manipulation électorale orchestrée par l'État. Il s'agissait d'une mise à l'épreuve pour le modèle de domination poutinien.

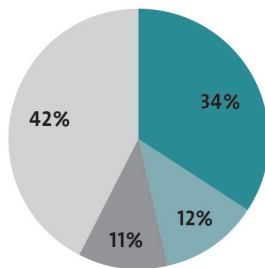
Le système Poutine à l'épreuve

La consolidation du pouvoir à laquelle on a assisté sous Poutine tient en grande partie au fait qu'après la «privatisation sauvage» des années 1990, l'État russe a repris assez rapidement sous sa coupe le secteur des matières premières et d'autres secteurs économiques considérés comme stratégiques, réduisant ainsi l'influence d'oligarques autrefois puissants. Il s'agit d'un acte important dans la mesure où l'économie de la Russie repose pour l'essentiel sur quelques dizaines d'entreprises. À l'heure actuelle, des entreprises issues de douze secteurs clés seulement génèrent plus de 90% du chiffre d'affaires des 500 plus grandes entreprises russes. Celui qui contrôle ces secteurs concentre donc le pouvoir en ses mains. Parmi ces 500 grandes entreprises, les sociétés pétrolières et gazières représentent à elles seules plus de 30% du chiffre d'affaires et près de la moitié des bénéfices totaux. Le secteur du pétrole et du gaz génère actuellement autant de profits que les cinq secteurs économiques suivants réunis.

En raison de la faiblesse persistante des prix du pétrole, les résultats des sociétés pétrolières et gazières ont toutefois nettement reculé ces dernières années. Cela a eu des répercussions directes sur le budget fédéral. Alors que ce secteur représentait, jusqu'à récemment, environ la moitié des recettes fiscales de l'État, sa contribution n'était que de 40% en 2017. La Russie puise actuellement dans les ressources de son Fonds national de protection sociale afin de compenser le déficit budgétaire. La dévaluation du rouble par rapport au dollar (devise dans laquelle se négocie le pétrole) a également contribué à amortir le choc dû à l'effondrement des prix pétroliers. Cela n'a

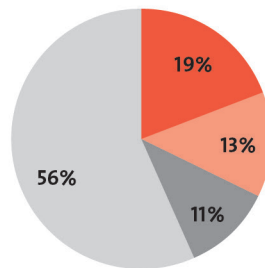
Sondages d'opinion en Russie

Indépendamment de qui gagnera les élections présidentielles en 2018, souhaitez-vous une **politique intérieure** qui...



■ serait plus dure
■ serait plus libéral
■ difficile à répondre
■ resterait la même

Indépendamment de qui gagnera les élections présidentielles en 2018, souhaitez-vous une **politique étrangère** qui...



■ accentuerait la confrontation avec l'Occident
■ désamorcerait le conflit avec l'Occident

Source: Lewada (imperfections d'arrondi dans source originale)

cependant pas empêché que les bénéfices provenant des exportations de matières premières ont chuté, réduisant ainsi ce qui peut être redistribué. Les effets se font surtout sentir dans le domaine social, notamment sur les prestations de retraite, l'éducation et la santé: si l'on tient compte de l'inflation, les ressources allouées à ce secteur ont fondu par rapport aux années précédentes. Dans le même temps, la situation économique défavorable a favorisé une baisse des revenus réels en Russie ces trois dernières années. Environ les deux tiers de la population active touchent aujourd'hui un salaire inférieur au niveau moyen des salaires dans le pays, signe que l'écart entre les revenus s'est creusé.

Des économies ont également été réalisées dans le secteur de la défense, mais on ne sait pas réellement dans quelle mesure. Selon les chiffres officiels, le budget de l'armée a reculé d'environ 25% en 2017 par rapport à l'année précédente. Mais les dépenses réelles sont probablement bien plus élevées, car certaines parties des fonds affectés à la défense sont «cachées» dans d'autres postes budgétaires ou tenues secrètes. En ajoutant aux moyens octroyés à l'armée et au complexe militaro-industriel ceux alloués à la police, aux services de renseignements et à diverses autres forces de sécurité, l'État consacrerait, selon les estimations, jusqu'à un tiers de son budget au secteur sécuritaire. Même si les temps restent difficiles, il est peu probable que cette part diminue dans les années à venir. En revanche, l'État ne devrait pas se mon-

trer très disposé à augmenter les dépenses consacrées aux projets sociaux et civils.

Préserver le statu quo

Le «système Poutine» ne peut fonctionner que si les rapports de force actuels se maintiennent. C'est pourquoi le régime investit dans la défense et l'appareil de sécurité. En outre, il fait tout son possible pour conserver la main sur les secteurs clés de l'économie à travers des dirigeants à sa botte. Les élites économiques du pays, quant à elles, cherchent plus que jamais la proximité avec le pouvoir politique dans la mesure où non seulement, elles bénéficient du système mais que leur survie même dépend du maintien du régime. À moyen et long terme, le gouvernement pourra difficilement éviter de réfléchir aux moyens de réduire la dépendance de l'économie russe à l'égard des exportations de matières premières. Toutefois, à ce stade, il y a peu de chances que les élites accueillent favorablement des réformes qui renforceraient les secteurs de l'économie indépendants de l'État, en particulier les petites et moyennes entreprises (PME). Pour une plus grande diversification de l'économie russe, il serait pourtant urgent de soutenir les PME, qui ne représentent actuellement qu'environ 20% du PIB – soit bien moins que dans la plupart des pays occidentaux, où leur part dépasse largement les 50%.

Pour développer le potentiel d'innovation de la société russe, il faudrait non seule-

ment renforcer la sécurité juridique, mais également réduire les obstacles bureaucratiques, lutter plus résolument contre la corruption et accorder des prêts aux PME. Mais le vrai problème d'une diversification concrète est qu'un secteur privé florissant n'a pas sa place dans le «système Poutine» actuel. Si le premier impératif est de préserver un système qui assimile le pouvoir politique au contrôle de l'économie, l'État n'a en effet aucun intérêt à promouvoir un secteur composé de PME privées qui, de par sa structure, serait beaucoup moins facilement contrôlable que quelques dizaines de grandes entreprises et d'oligarques à sa botte. Car dans le «système Poutine», le principal facteur d'incertitude est la société. Et pour s'armer contre toute éventualité, l'État entend la garder sous contrôle autant que faire se peut.

La crise ukrainienne

Dans ce contexte, la crise ukrainienne est tombée à point nommé pour le Kremlin. On peut, bien entendu, voir l'attitude agressive de la Russie vis-à-vis de l'Ukraine comme une réaction au rapprochement du pays avec l'Occident et au rejet par Kiev du projet d'intégration eurasiatique sous le contrôle de Moscou. Aux yeux de la Russie, la possibilité que l'Ukraine devienne un jour membre de l'OTAN ou de l'UE était le pire scénario imaginable. Mais au-delà, il ne faut pas sous-estimer le rôle de la crise ukrainienne sur le plan de la politique intérieure. L'intégration de la Crimée dans la Fédération de Russie a été très bien accueillie par la population russe. En comparaison, la machine de propagande du Kremlin a habilement exploité la situation de conflit à l'est de l'Ukraine pour brosser un tableau de chaos et de guerre civile dans le pays voisin. Selon le Kremlin, le mouve-

La crise ukrainienne est tombée à point nommé pour le Kremlin.

ment de Maïdan a été piloté par les puissances occidentales, ce qui a finalement conduit à un «coup d'État» et à la prise du pouvoir par un groupe dominé par des «fascistes». La révolution en Ukraine a donc été privée de toute légitimité démocratique, l'Occident étant accusé d'aider et encourager la «division» des «peuples frères» russe et ukrainien.

En propageant cette interprétation, l'objectif du Kremlin est de montrer aux citoyens russes le potentiel destructeur des révolutions. Quand l'État russe prend des mesures à l'encontre des manifestants et des

opposants intérieurs, il met toujours en avant sa volonté de réduire l'influence des forces extérieures hostiles à la Russie. L'attitude peu constructive du Kremlin à l'égard d'un règlement du conflit à l'est de l'Ukraine ne prend son sens qu'à la lumière de ce contexte politique intérieur. Moscou n'a aucun intérêt à ce que les initiatives de réforme de l'Ukraine aboutissent. De fait, cela irait à l'encontre du discours officiel russe, qui présente le projet national ukrainien comme dévoyé, et remettrait en question son propre modèle de développement.

Un président fort

Seul un «président fort» est l'assurance d'une «Russie forte», affirmait l'un des principaux slogans de campagne de Poutine. Or, pour le régime, la force n'est pas tant la capacité d'innovation, de réforme ou d'autocritique: sa fonction ultime est d'assurer la préservation du pouvoir. Le président a donc besoin d'une loyauté inconditionnelle de la part de son cercle de proches. Dans ce contexte, on comprend pourquoi Poutine s'est entouré ces dernières années d'un nombre croissant de jeunes fonctionnaires, souvent inconnus, et a placé de nouvelles têtes aux postes importants du gouvernement. Il a également fait remplacer de nombreux gouverneurs dans les régions. Cette stratégie a pour but de renforcer la «verticale du pouvoir» à tous les échelons et de minimiser le risque de querelles intestines au sein de l'appareil gouvernemental et administratif de l'État.

Les mesures visant à cimenter l'unité du pouvoir politique s'accompagnent d'efforts pour consolider encore la cohésion natio-

Pour le régime, la force n'est pas tant la capacité d'innovation, de réforme ou d'autocritique: sa fonction ultime est d'assurer la préservation du pouvoir.

nale. Depuis des années, le régime maintient toute la société dans une sorte d'état d'urgence en cultivant les figures ennemies et en faisant appel aux sentiments patriotiques de la population avec une rhétorique de plus en plus agressive. Soutenir le président devient ainsi le devoir de chacune et chacun, et donner sa voix à Poutine, c'est voter pour une Russie forte et unie.

La recette de Poutine pour se maintenir au pouvoir a fonctionné: en mars 2018, il a été réélu président de la Russie sans jamais avoir présenté de programme concret. Si ce choix montre que la plupart des Russes ne souhaitent pas une rupture radicale, il ne signifie pas pour autant que ceux-ci n'aspirent pas à la prospérité et à une vie meilleure. Les sondages d'opinion réalisés peu avant les élections indiquent qu'il n'y a pas non plus de consensus au sein de la société quant aux changements concrets qu'il faudrait mettre en œuvre pour améliorer la situation. La forte popularité de Poutine ne

traduit pas nécessairement une vision optimiste de l'avenir. Elle est plutôt le signe que les gens ne voient aucune autre solution pour l'instant. L'élection de Poutine reflète une aspiration à la stabilité et une volonté de préserver l'unité nationale face aux menaces extérieures et à la crise économique intérieure. Si l'économie russe ne repart pas, cette stabilité restera précaire.

Or, tant que sa priorité absolue sera de se maintenir au pouvoir et qu'il empêchera la société de s'épanouir librement, et donc de contribuer au développement de la Russie, on peut se demander si Poutine initiera réellement les changements nécessaires à une évolution.

Prof. Dr. Jeronim Perović est professeur titulaire d'histoire de l'Europe de l'Est à l'Université de Zurich et directeur du Center for Eastern European Studies (CEES). Il est notamment l'auteur de «Der Nordkaukasus unter russischer Herrschaft» (2015). Cette analyse du CSS est le fruit d'un accord de coopération entre le CSS et le CEES mis en place depuis janvier 2018.

Les analyses de politique de sécurité du CSS sont publiées par le Center for Security Studies (CSS) de l'ETH Zurich. Deux analyses paraissent chaque mois en allemand, français et anglais. Le CSS est un centre de compétence en matière de politique de sécurité suisse et internationale.

Editeurs: Christian Nünlist, Matthias Bieri, Fabien Merz, Benno Zogg
Traduction: Consultra; Relecture: Fabien Merz
Layout et graphiques: Miriam Dahinden-Ganzoni
ISSN: 2296-0228; DOI: 10.3929/ethz-b-000254537

Feedback et commentaires: analysen@sipo.gess.ethz.ch
Téléchargement et abonnement: www.css.ethz.ch/cssanalysen

Parus précédemment:

La cybersécurité dans les relations sino-américaines No 224
La politique de Trump en matière d'arme nucléaire No 223
La gestion des djihadistes de retour en Afrique du Nord No 222
La sécurité et la stabilité en Turquie No 221
Intelligence artificielle: les ambitions de la Chine No 220
Les politiques de défense italienne et polonaise No 219